



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**SECRETARIAT GÉNÉRAL**

**Service de la coordination des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

**Bureau de l'environnement et de la concertation publique**

Arrêté n° 2022 – 090 – MQ

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

### **PORTANT AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE POUR L'EXTENSION DU PARC ÉOLIEN DE GORGES-GONFREVILLE EXPLOITÉ PAR LA SAS FERME ÉOLIENNE DE GORGES-GONFREVILLE**

**LE PRÉFET DE LA MANCHE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement, et notamment son Livre I, Titre VIII, Chapitre I ;
- VU** le code de l'énergie et notamment son article L. 311-1 ;
- VU** le code des transports et notamment son article L. 6352-1 ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 modifié relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;
- VU** le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de Normandie adopté par la Région en 2019 et approuvé par le Préfet de Normandie le 2 juillet 2020 ;
- VU** les permis de construire N° PC5021007K0003 et N° PC5020807K0005 du 13 mars et du 13 août 2008 concernant les 7 aérogénérateurs historiques du parc éoliens de Gorges-Gonfreville, et leur poste de livraison initial ;
- VU** la demande d'autorisation environnementale du 26 février 2021 par laquelle la SAS Ferme Eolienne de Gorges-Gonfreville sollicite l'extension du parc éolien qu'elle exploite sur le territoire des communes de Gorges et de Gonfreville ;
- VU** les pièces du dossier jointes à la demande susvisée ainsi que les compléments apportés au dossier d'extension ;
- VU** les avis recueillis en application des articles D. 181-17-1 à R. 181-32 du code de l'environnement ;
- VU** l'avis favorable de la Direction générale de l'aviation civile du 29 mars 2021 ;
- VU** l'avis favorable du Ministère des Armées du 19 avril 2021 ;



- VU** l'avis délibéré n° 2021 – 3988 du 12 mai 2021 de la mission régionale d'autorité environnementale sur la demande d'autorisation environnementale ;
- VU** le mémoire en réponse apporté le 30 septembre 2021, par la SAS Ferme Eolienne de Gorges-Gonfreville, aux observations de la mission régionale d'autorité environnementale ;
- VU** le rapport en date du 11 octobre 2021 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement déclarant le dossier complet et régulier, à l'issue de la phase d'examen de la demande ;
- VU** l'enquête publique prescrite par arrêté préfectoral du 9 novembre 2021 qui s'est déroulée du 11 janvier 2022 au 15 février 2022 ;
- VU** les observations présentées lors de l'enquête publique, le rapport et les conclusions de la commission d'enquête en date du 14 mars 2022 ;
- VU** le rapport et les conclusions de la commission d'enquête portés à la connaissance de la SAS Ferme Éolienne de Gorges-Gonfreville, le 28 mars 2022 ;
- VU** les délibérations des conseils municipaux et du conseil communautaire qui se sont prononcés ;
- VU** l'avis favorable de la Communauté de commune Côte Ouest Centre Manche ;
- VU** le rapport de présentation en date du 27 avril 2022 de l'inspection des installations classées de la DREAL Normandie ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du pétitionnaire, en date du 2 mai 2022, dans le cadre de la procédure contradictoire ;
- VU** les observations formulées par la SAS Ferme Éolienne de Gorges-Gonfreville, en date du 4 mai 2022 ;
- VU** l'avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, dans sa formation « sites et paysages » du 17 mai 2022, sur le projet d'arrêté préfectoral tel que présenté et au cours de laquelle le pétitionnaire a été entendu ;

#### **CONSIDÉRANT CE QUI SUIT :**

- l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale au titre du Livre I, Titre VIII, Chapitre I du code de l'environnement ;
- en application de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 et L. 511-1 dudit code ;
- le premier bilan de mise en œuvre de suivi du SRADDET de Normandie en date du 10 janvier 2022 indique que, la part d'énergie renouvelable dans la consommation finale est loin de l'objectif fixé à 32 % en 2030 en Normandie (en l'occurrence, le bilan indique un taux de 8,4 %) ;
- au regard du dossier susvisé la distance d'éloignement minimale de 500 m entre les installations projetées et les premières habitations est respectée conformément aux dispositions définies à l'article L. 515-44 du code de l'environnement ;
- les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés applicables aux installations en particulier, les dispositions définies par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- le projet n'est pas concerné par les autorisations prévues par les articles L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine ;
- aucun avis sollicité au titre de l'article R. 181-32 du code de l'environnement auquel il est fait obligation de se conformer n'est défavorable ;
- les engagements pris par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation complété le 30 septembre 2021, dans son mémoire en réponse à l'avis de l'autorité environnementale, et dans son mémoire du 3 mars 2022 en réponse au procès-verbal de synthèse de la commission d'enquête, sont de nature à prévenir, limiter, réduire, compenser, les nuisances, risques, dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment vis-à-vis de la flore, de la faune, de l'avifaune, des chiroptères, et des milieux aquatiques, tout au long de la vie du parc éolien et de son extension ;
- les prescriptions imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
- les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1 : PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 1 : Bénéficiaire de l'autorisation environnementale**

La société SAS Ferme Eolienne de Gorges-Gonfreville, représentée par son président et sise 74 rue du Dr Jenner - 59007 Lille, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de Gorges et de Gonfreville, les installations détaillées dans les articles suivants.

La présente autorisation tient lieu d'autorisation au titre du code de l'énergie (art. L. 311-1) et de celui des transports (art. L. 6352-1). Conformément aux dispositions de l'article R. 425-29-2 du code de l'urbanisme, elle dispense de permis de construire.

#### **ARTICLE 2 : Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale :**

Les installations sont situées sur le territoire des communes de Gorges et de Gonfreville.

Les coordonnées géographiques des installations sont indiquées dans le tableau ci-dessous. Un plan de situation est annexé au présent arrêté.

<b>N°</b>	<b>Commune</b>	<b>X Lambert 93 WGS 84 long. W</b>	<b>Y Lambert 93 WGS 84 lat. N</b>	<b>N° cadastral</b>
<b>E1</b>	Gorges	378986 1°24'37"65	6914306 49°14'51"72	ZK 14
<b>E2</b>	Gorges	379469 1°24'14"2	6914467 49°14'57"80	ZK 12
<b>E3</b>	Gorges	379952 1°23'50"8	6914628 49°15'03"9	ZI 36
<b>E4</b>	Gorges	379097 1°24'31"2	6913972 49°14'41"1	ZK 16
<b>E5</b>	Gorges	379608 1°24'08"3	6914184 49°14'48"1	ZK 16



<b>E6</b>	Gonfreville	380093 1°23'41"7	6914214 49°14'51"4	ZB 46
<b>E7</b>	Gorges	380584 1°23'18"9	6914329 49°14'55"4	ZI 32
<b>E8</b>	Gorges	379057 1° 24' 32"	6 913 574 49° 14' 28"N	ZL 32
<b>E10</b>	Gorges	380937 1° 23' 01"	6 914356 49° 14' 57"	ZI 40
<b>PdL 1</b>	Gonfreville	379433 1°23'47"4	6913518 49°14'32"1	ZA 72 et 74
<b>PdL 2</b>	Gonfreville	379437 1°24'13"	6913511 49°16'15"	ZA 72 et 83

## Réseau électrique

L'ensemble du réseau électrique reliant les éoliennes au poste de livraison/contrôle sera enterré, et suivra le tracé des voies d'accès.

### **ARTICLE 3 : Conformité au dossier de demande d'autorisation**

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, l'installation et ses annexes sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans la demande d'autorisation déposée par l'exploitant. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les règlements en vigueur.

### **ARTICLE 4 : Réglementation applicable – Information de la DGAC**

#### Réglementation applicable :

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

En particulier, l'exploitant doit :

1°) En application de l'article 12 du susvisé arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, mettre en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs de l'ensemble du parc. Ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle des 2 éoliennes E8 et E10, afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent met en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives.

Le suivi mis en place est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées, dans sa dernière version en vigueur.

2°) Faire vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du susvisé arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, par un organisme indépendant, dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle des 2 éoliennes E8 et E10. Les mesures effectuées pour la circonstance doivent être représentatives des conditions de fonctionnement du parc éolien tout entier, et être conformes au protocole de mesure acoustique des parcs éoliens terrestres reconnu par le ministre chargé des installations classées, dans sa dernière version en vigueur.

#### Information de la DGAC :

Dès le début des travaux d'implantation des éoliennes E8 et E10, l'exploitant communiquera à la Direction Générale de l'Aviation Civile, la position exacte de chaque éolienne, ainsi que les altitudes respectives atteintes par celles-ci.

## **TITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À L'AUTORISATION D'EXPLOITER**

### **ARTICLE 5 : Classement au titre de la nomenclature des installations classées**

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Régime	Caractéristiques de l'installation
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs :  1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est supérieure ou égale à 50 m	Autorisation	Installations existantes : - 7 éoliennes de 85 m de hauteur de mât, 125 m de hauteur bout de pale, et 2,3 MW de puissance nominale ; - 1 poste de livraison ;  Installations nouvelles : - 2 éoliennes de 92 m de hauteur de mât, 149,9 m de hauteur bout de pale, et 2,99 MW de puissance nominale ; - 1 poste de livraison juxtaposé  Puissance maximale totale du parc de 22,08 MW

### **ARTICLE 6 : Montant des garanties financières**

Les garanties financières définies au présent arrêté s'appliquent aux installations visées à l'article 3 du présent arrêté.

Un document attestant de leur constitution, sur la base d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une société de financement, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle, est transmis au préfet dès la mise en service des installations.

Le montant initial des garanties financières à constituer en application de l'article R. 515-101 à R. 515-104 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I de l'arrêté du 26 août 2011 modifié susvisé.

Soit  $M(\text{initial}) = (7 \times (50\,000 + 25\,000 \times (2,3-2))) + (2 \times (50\,000 + 25\,000 \times (2,99-2))) = 552\,000 \text{ € TTC}$ .

En cas de renouvellement de toute ou partie de l'installation, le montant initial de la garantie financière de l'installation est réactualisé en fonction de la puissance des nouveaux aérogénérateurs.

L'exploitant actualise lors de la mise en service du parc puis tous les 5 ans le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 susmentionné.

Conformément aux dispositions des articles L. 515-46 et R. 515-101 du code de l'environnement, la responsabilité de la société mère pourra être recherchée en cas de défaillance de l'exploitant.

#### **ARTICLE 7 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux**

L'implantation et l'exploitation des 9 éoliennes du parc, s'accompagnent des mesures d'évitement, de réduction, de suivi, et d'accompagnement décrites et énumérées dans l'étude d'impact jointe au dossier de la demande, dans sa version complétée en septembre 2021, ainsi que dans son mémoire en réponse à l'avis de l'autorité environnementale ou son mémoire en réponse aux observations de la commission d'enquête publique.

Ces mesures comprennent notamment et *a minima* :

- la préservation des haies bocagères du milieu naturel ;
- le choix d'un modèle d'éolienne avec une garde au sol de 35 m ;
- la réutilisation des chemins d'accès déjà existants ;
- une harmonisation et une cohérence paysagère du projet avec le parc éolien actuellement en exploitation.
- la mise en place d'un suivi de chantier ;
- la mise en drapeau des pales des éoliennes projetées et existantes par vent faible (<2m/s) ;
- la mise en place d'un système de bridage appliqué à l'ensemble des éoliennes selon des modalités affinées avant la phase de construction du projet d'extension et ajustées en temps réel durant leur fonctionnement, par mesure en continu de l'activité des chiroptères à partir d'un micro installé sous la nacelle de l'éolienne E6 ;
- la synchronisation du balisage lumineux pour l'ensemble des éoliennes, et sa réduction significative en phase nocturne, les 5 éoliennes dites secondaires étant équipées de feux à éclats de 200cd ;
- le renforcement de haie pour limiter la visibilité sur le projet (mesure M7) de plantations de haies matures pour préserver la vue du Manoir de La Cour à Gonfreville ;
- une contribution aux projets communaux ayant un intérêt environnemental : convention avec certaines communes comme Gorges pour l'isolation de bâtiments, le changement de certaines chaufferies ;
- l'enfouissement de certains réseaux sur la voie publique comme la ligne France Télécom aérienne passant devant la mairie de la commune de Nay ;
- la plantation et le suivi d'un linéaire de haie bocagère à haute valeur écologique : 325 + 285 m autour de l'éolienne E8 et 210 m autour de E10 ;
- la création en dehors de la zone d'implantation du projet d'un îlot de sénescence d'une superficie d'au minimum 2 ha, en concertation avec l'ONF.

## **ARTICLE 8 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité autorisées utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données ;
- tous les justificatifs permettant d'attester de ses engagements et de la réalisation des mesures d'évitement, de réduction, de suivi, et d'accompagnement figurant dans son dossier de demande et dans le présent arrêté.

## **ARTICLE 9 : Cessation d'activité – remise en état**

Les opérations de démantèlement et de remise en état comprennent :

- le démantèlement des installations de production d'électricité ;
- le démantèlement des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison ;
- l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ;
- la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation.

Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défaut éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Au minimum 90 % de la masse totale des aérogénérateurs démantelés, fondations incluses, doivent être réutilisés ou recyclés.

Au minimum, 35 % de la masse des rotors doivent être réutilisés ou recyclés.

Sans préjudice des mesures des articles R. 515-105 à R. 515-108 du code de l'environnement, l'usage futur du site à prendre en compte lors de l'arrêt définitif des installations est un usage agricole.

L'exploitant doit veiller au respect des mesures d'évitement et de réduction des impacts en phase de démantèlement telles que décrites dans son dossier de demande d'autorisation environnementale.

## **ARTICLE 10 : Actions correctives**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou des écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé. En cas de



dépassement des valeurs définies dans les programmes d'auto surveillance, l'exploitant fait le nécessaire pour rendre à nouveau son installation conforme, il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées. Il réalise un nouveau contrôle si la situation persiste. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition à l'inspection des installations classées.

### **TITRE 3 : DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **ARTICLE 11 :**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée dans les mairies de Gorges et de Gonfreville, pour pouvoir y être consultée ;

2° Un extrait de l'arrêté est affiché dans les mairies de Gorges et de Gonfreville pendant une durée minimum d'un mois. Un certificat d'affichage des maires atteste l'accomplissement de cette formalité ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Manche pendant une durée minimale de quatre mois : [www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis](http://www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis)

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **ARTICLE 12 :**

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R. 181-48 du code de l'environnement.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès de la cour administrative d'appel de Nantes :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R. 181-44 ; cette publication est réalisée par le représentant de l'État dans le département dans un délai de quinze jours à compter de son adoption.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La cour administrative d'appel peut être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



**ARTICLE 13 :**

Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes de Gorges et de Gonfreville et notifié à la société SAS Ferme Eolienne de Gorges-Gonfreville.

Saint-Lô, le  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

**10 JUIN 2022**



**Laurent SIMPLICIEN**

l'arrêté préfectoral du  
10 JUIN 2022  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général.

Laurent SIMPSON

